



Délégation de l'Union Européenne
au Burkina Faso



Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO
(UO1-JKZ)



Institut Supérieur des Sciences
de la Population (ISSP)

Colloque : « *Population et développement au Burkina Faso : quels leviers et quelles actions ?* »

A l'occasion du lancement du programme population de l'UE

Ouagadougou, le 10 avril 2018

(Salle de conférence Ouendkouni Dieudonné Ouédraogo de l'ISSP)

Organisation et composition des panels

Chaque panel durera 1h30 : 10 - 15 min./panéliste + 30 - 45 minutes de discussion

**Panel 1 : Modernisation et généralisation de l'état civil au Burkina Faso : état des lieux,
acteurs et stratégies**

Modérateur : Coalition au Burkina Faso pour les droits de l'enfant (COBUFADE)

Intervenant 1 : Dr Gervais Béninguissé, Maître de conférences en démographie, Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD)/Université Yaoundé II, Cameroun.

*« Importance de l'état civil pour l'observation des phénomènes démographiques
et pour le développement socioéconomique »*

Attente :

L'état civil est un ensemble de dispositions légales et réglementaires dont l'objet est de situer dans le temps et dans l'espace des événements de la vie d'un homme (naissance, mariage, décès, etc.) Il s'agira dans cette communication de montrer les différents intérêts de l'état civil : au plan démographique, au plan politique, au plan juridique, au plan administratif et au plan socioéconomique.

Intervenant 2 : Dr Abdramane Soura, Maître de conférences en démographie, Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo.

*« Observation des faits d'état civil à travers les observatoires de population :
expérience de l'Observatoire de Population de Ouagadougou »*

Attente :

Les observatoires de population ou systèmes de surveillance démographique sont des dispositifs de collectes de données périodiques permettant de suivre la dynamique d'une population dans un espace bien délimité. Depuis 2008, l'ISSP a mis en place un Observatoire

de Population à Ouagadougou (OPO) dans cinq quartiers du nord de la ville. Il s'agira de montrer comment les observatoires à travers l'exemple de l'OPO constituent des expériences concrètes de suivi des faits d'état civil et leur apport pour l'action.

Intervenant 3 : Un représentant de l'UNICEF

« L'agenda de l'UNICEF en matière d'enregistrement des enfants à l'état civil ».

Attente :

Le droit des enfants commence par leur reconnaissance comme citoyen et l'acte d'état civil est la première étape vers cette citoyenneté. Le slogan de l'UNICEF « Chaque enfant compte » est une illustration de ce droit fondamental. Il s'agira donc de décliner les principales composantes et actions de l'UNICEF en matière d'enregistrement des faits d'état civil, particulièrement dans le contexte du Burkina Faso.

Intervenant 4 : Un représentant de la DGMEC

« Situation actuelle de la couverture de l'état civil au Burkina Faso et la Stratégie nationale de l'état civil (SNEC) ».

Attente :

Le Burkina Faso s'est doté d'une Stratégie nationale de l'état civil (SNEC) en vue de promouvoir une généralisation et une modernisation de l'état civil sur l'ensemble du territoire national. Quelle est la situation actuelle en termes de couverture de l'état civil, quelles sont les actions prévues dans la SNEC pour aller vers cette généralisation et quels sont les défis ?

Intervenant 5 : Un représentant du Ministère de l'économie numérique

« Identifiant unique numérique et perspective de création d'un registre National de Population : enjeux et défis ».

Attente :

L'une des attentes du Programme Population est que « La gouvernance et l'environnement de l'état civil et des statistiques vitales se sont améliorés par la mise en place d'un cadre juridique révisé, d'un dispositif de pilotage et de coordination et d'un mécanisme de suivi évaluation ». En termes d'activités, il est prévu, d'une part, la « contribution à l'interopérabilité entre le système d'état civil et d'autres systèmes notamment la santé, la justice, les statistiques, la sécurité sociale, la génération des listes électorales » et d'autre part, une « contribution à la mise à jour des informations sur l'état civil et la création du registre national des personnes physiques ». Il est attendu de cette présentation un point du processus de mise en place de l'identifiant unique numérique et les enjeux et défis de la mise en place d'un registre national de population.

Panel 2 : Autonomisation des femmes et dividende démographique : quels mécanismes ?

Modérateur : Wildaf-Burkina ("Women in Law and Development in Africa")

Intervenant 1 : Dr Cecile Compaoré, Représentante du bureau UNFPA au Sénégal

« L'autonomisation des femmes, levier pour accélérer la capture du dividende démographie en Afrique sub-saharienne »

Attente :

Le changement de la structure par âge de la population à la base du dividende démographique n'interviendra qu'à la suite d'une baisse de la fécondité consécutive à celle de la mortalité, donc la réalisation de la *transition démographique*. Il s'agira dans cette intervention, de montrer comment l'autonomisation des femmes occupe une place centrale permettant d'accélérer la transition démographique et de favoriser la capture du dividende démographique.

Intervenant 2 : Dr Bilampoa Gnoumou-Thiombiano, Maître-Assistante en démographie, Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo.

« Famille, genre et activité économique : enseignements d'une recherche dans trois capitales de l'Afrique de l'Ouest ».

Attente :

Les travaux scientifiques ont mis en évidence les liens entre autonomisation des femmes, démographie et développement. Afin de tirer profit de l'autonomisation des femmes pour le développement économique du Burkina, une bonne connaissance de ces interrelations est nécessaire afin de mieux définir les politiques et bien cibler les actions. A partir d'un exemple concret de recherche réalisée par l'ISSP, il s'agira de montrer les liens entre « famille, genre et activité économique ».

Intervenant 3 : Direction des Politiques de Population (DPP)/DGEP/MINEFID

« La place de l'autonomisation de la femme dans la politique de population au Burkina Faso »

Attente :

Le Burkina Faso s'est doté d'une Politique nationale de population (PNP) en 1991 qui a connu une révision en 2000. Quelle est la place de l'autonomisation des femmes dans la PNP, quelles actions sont menées dans le cadre de la PNP et quels sont les dispositifs de suivi et d'évaluation ?

Intervenant 4 : Conseil National pour la Promotion du Genre (CONAP-Genre)/Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille.

« Politique nationale genre au Burkina Faso : avancées et défis ».

Attente :

Le Burkina Faso a adopté en 2009 une politique nationale sur le genre (PNG). Quelles sont les principales stratégies de la PNG en matière de genre ? Quel bilan peut-on faire de nos jours en termes d'avancées mais aussi des défis qui subsistent ?

Panel 3 : Population et bien-être des enfants : santé, éducation

Modérateur : Secrétariat permanent du Conseil National de l'Enfance (SP/CNE)

Intervenant 1 : Dr Jean-François Kobiané, Maître de conférences en démographie et Dr Moussa Bougma, Enseignant-chercheur. Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo.

« L'éducation comme levier du dividende démographique »

Attente :

La littérature scientifique montre comment l'éducation est un levier majeur des changements démographiques et socio-économiques. Il s'agira de rappeler l'importance de l'investissement dans l'éducation et les mécanismes par lesquels l'éducation influe sur l'évolution démographique et la croissance économique. Cette importance de l'éducation pourra être illustrée par quelques résultats sur le Burkina Faso.

Intervenant 2 : Un représentant du MENA

« Les stratégies nationales pour assurer une éducation de qualité pour tous les enfants et adolescents »

Attente :

Au cours des dernières décennies, le Burkina Faso a mis en place plusieurs politiques éducatives en vue d'atteindre l'éducation de base universelle (PDDEB 2002-2001, PDSEB 2012-2021...). Des progrès ont été réalisés notamment au niveau quantitatif. Mais des défis subsistent, notamment assurer l'éducation de base pour toutes les couches vulnérables et les populations marginalisées. A cela s'ajoute le défi d'une éducation de qualité. Il est attendu de cette communication la présentation des défis majeurs du système éducatif, les stratégies déployées pour assurer à tous les enfants et adolescents une éducation de qualité et les besoins de données et de connaissances.

Intervenant 3 : Dr Georges Guiella, Maître-Assistant en démographie et Dr Yentema Onadja, Maître-Assistant en démographie. Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo.

« La santé comme levier du dividende démographique »

Attente :

De très bonnes conditions de santé dans l'enfance sont apparues dans la littérature scientifique comme un facteur déterminant des parcours de vie et du devenir des individus à l'âge adulte. Investir dans la santé des enfants en bas âge mais aussi au cours des autres étapes de vie (adolescence, jeunesse...), est reconnu comme ayant un effet positif sur la productivité économique à l'âge adulte et donc gage d'une croissance économique durable. Il s'agira de rappeler les principaux enseignements de la littérature scientifique sur les effets positifs de l'investissement dans la santé des enfants et des adolescents et donner quelques illustrations basées sur des recherches sur le Burkina Faso.

Intervenant 4 : Un représentant du Ministère de la santé

« Politique nationale et stratégies en matière de santé des enfants au Burkina Faso ».

Attente :

La santé de la mère et de l'enfant est au cœur des politiques du ministère de la santé. Il s'agira dans cette présentation de montrer quelles sont les différentes stratégies au niveau national pour promouvoir la santé des enfants et des adolescents. Quelle est la place de la santé des enfants et des adolescents dans le Plan national de développement sanitaire 2011-2020 ? Quels sont les progrès réalisés, quels sont les défis et quels sont les besoins de données et de connaissances ?